

Statement

Minister for  
International  
Trade



Discours

Ministre du  
Commerce  
extérieur

89/49

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PAR LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

JOHN C. CROSBIE,

DEVANT LE

CONSEIL ÉCONOMIQUE DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK)

Le 3 octobre 1989

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Vous savez sans doute tous qu'il faut soutenir une cause par son argent, et non seulement par de belles paroles. Ce soir, je suis ici pour vous dire que c'est justement ce que le gouvernement a fait dans le cas de nos provinces de l'Atlantique.

Nous continuerons à dépenser, pour le développement de la région de l'Atlantique, bien plus que ne l'a fait tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada. Et, ce qui est encore plus important, en consacrant une agence aux besoins des provinces de l'Atlantique, en prenant les décisions sur place et non à Ottawa et en nous concentrant sur les petites et moyennes entreprises, nous dépensons bien plus efficacement.

Ce fait ne serait peut-être pas universellement reconnu dans les rues de Halifax, de Frédérickton, de Charlottetown ou de ma ville natale, St. John's. Il ne le serait peut-être même pas dans cette salle... même s'il devrait l'être.

Personne ne nie qu'il existe des problèmes dans les provinces de l'Atlantique. Certains sont fort sérieux, comme la situation de la morue de l'Atlantique-Nord.

D'autres problèmes sont plus imaginaires que réels, comme le sentiment que, dans le budget du printemps dernier, on nous a demandé de payer une part disproportionnée de ce qu'il en coûte pour garder les finances publiques en bon état. Ou le sentiment que les changements proposés au régime d'assurance-chômage désavantageront sérieusement les travailleurs saisonniers.

Et il y a des préoccupations légitimes devant les incidences qu'auront sur les gens certains ajustements nécessaires comme la fermeture de la Base de Summerside et le réaménagement des trajets de Via Rail.

Comme tous les Canadiens de la région atlantique, je suis conscient de ces problèmes et de ces préoccupations. À titre de ministre du gouvernement du Canada, je collaborerai avec mes collègues du Cabinet, les ministres provinciaux et les groupes de toute la région atlantique pour rechercher des moyens efficaces et innovateurs d'en venir à des solutions économiquement viables et socialement adaptées.

J'aimerais vous parler ce soir de la vision que le gouvernement progressiste-conservateur a du Canada atlantique.

Et je voudrais démolir l'argument voulant que notre engagement envers le développement de la région se soit affaibli et que le gouvernement commence à se distancer des engagements qu'il a pris envers cette région.

Permettez-moi une mise en contexte pour vous situer notre point de départ, nos réalisations économiques à ce jour et les progrès économiques à attendre.

En septembre 1984, notre gouvernement s'est donné pour tâche de changer l'orientation économique du Canada. Nous devions le faire. Les seize années précédentes de mauvaise gestion avaient précipité le Canada sur la pente de l'anéantissement économique avec des déficits insoutenables, une productivité chancelante et une compétitivité internationale en régression.

Nous avons pris des mesures pour redonner confiance aux investisseurs: par exemple, la réduction du déficit, la réforme du régime fiscal, le démantèlement des obstacles à l'investissement étranger, la réforme de la réglementation économique, la privatisation et l'amélioration des stratégies pour le marché du travail.

Les résultats sont connus. Dans les cinq dernières années, le Canada a dépassé la performance de presque tous les autres pays du monde industrialisé.

Depuis septembre 1984, l'économie canadienne s'est développée de 20 pour cent en termes réels. Le dollar canadien est ferme. Et l'inflation a été maintenue autour de 5 pour cent.

Plus de 1,5 million d'emplois ont été créés. Plus de la moitié de ces nouveaux emplois sont détenus par des femmes.

Le niveau de l'emploi s'est accru dans chaque province du Canada. Le taux national de chômage a chuté, passant de 11,6 à 7,4 pour cent; et la chute du taux de chômage chez les jeunes est encore plus spectaculaire puisqu'il passe de 18,2 à 11 pour cent.

Ici dans les provinces de l'Atlantique, quelque 108 000 nouveaux emplois ont été créés dans les cinq dernières années. Notre région a vu son produit intérieur brut réel s'accroître de 3 pour cent dans chacune des trois dernières années.

Notre taux de chômage régional, de 12,4 pour cent, est encore trop élevé mais il s'est nettement amélioré par rapport aux ruineux 16,8 pour cent de 1984.

Nous avons toutes les raisons de regarder l'avenir avec confiance.

L'une des raisons est l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui nous donne un accès plus sûr à notre marché le plus important tout en signalant à nos autres partenaires commerciaux que le Canada est prêt à livrer concurrence.

Chaque étude sérieuse a confirmé que le libre-échange aura un impact positif sur l'investissement, l'emploi, les revenus et les niveaux de vie dans toutes les régions du Canada, et surtout dans nos provinces de l'Atlantique.

L'Accord nous ouvre à nouveau le littoral atlantique des États-Unis et nous offre ainsi de renouer avec la tradition mercantile qui assurait la survie de nos économies avant la Confédération.

Récemment, en ma capacité de ministre du Commerce extérieur, j'ai eu l'honneur de diriger à Boston une mission commerciale composée de représentants de 27 sociétés de la région atlantique.

Ces sociétés participaient au programme Nouveaux exportateurs aux États frontaliers, programme qui est effectivement un cours intensif qui apprend aux PME les rouages de l'exportation aux États-Unis.

Le Programme fournit de l'information pratique ainsi qu'une expérience concrète de la commercialisation dans un État du nord des États-Unis.

Le Programme encourage les entreprises canadiennes qui n'exportent pas encore à développer des marchés juste de l'autre côté de la frontière comme prolongement naturel de leurs marchés au Canada.

Je ne peux souligner trop l'enthousiasme et la détermination des membres du groupe. J'ai confiance que ces sociétés mèneront bientôt des affaires dans la région de Boston.

Il est essentiel que nous, du gouvernement, donnions à ces entrepreneurs le soutien financier et développemental dont ils ont besoin pour tirer le plus d'avantages des marchés nouvellement ouverts.

Et pour notre région, aucun instrument de politique fédérale n'est plus important dans ce processus que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Le Premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, a récemment dit que l'APECA était un "lamentable échec" - le dernier d'une longue série de programmes de développement régional stériles.

Je ne saurais m'opposer assez vivement à cette allégation injustifiée et manifestement erronée.

Je suis d'accord avec la Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique qui a récemment déclaré que l'APECA est la meilleure chose que le Canada atlantique ait connue depuis bien longtemps.

Sans aucun doute, l'élément le plus important de l'APECA est que, pour la première fois, les décisions sont prises non pas à Ottawa mais dans les provinces atlantiques et par les gens qui y vivent.

Le financement vient du centre, mais l'énergie créatrice et l'esprit d'entreprise qui animent le programme viennent d'ici.

L'APECA a été créée pour aider les gens d'affaires à identifier les nouveaux débouchés, à améliorer la productivité, à exploiter de nouvelles technologies, à développer de nouveaux marchés et à créer de nouveaux emplois. Pour aider à bâtir, dans le Canada atlantique, des entreprises commerciales plus dynamiques, plus diversifiées et plus solides.

L'APECA est une association stratégique entre la population du Canada atlantique et son gouvernement national, une association destinée à stimuler l'esprit d'entreprise qui a toujours caractérisé cette région.

Il ne suffit pas de dire que l'APECA a été un succès retentissant car elle a déjà nettement dépassé la performance de tous les précédents programmes de développement économique régional.

À ce jour, les représentants de l'Agence ont traité plus de 61 000 demandes de renseignements, reçu 13 000 demandes d'aide, approuvé 6 400 projets, engagé 600 millions de dollars et utilisé comme levier 1,7 milliard \$ d'investissements privés.

L'APECA a appuyé des projets qui ont créé 15 000 emplois et en ont sauvé 18 000 autres. Quelque 800 nouvelles entreprises ont été mises sur pied, dont la moitié par de nouveaux entrepreneurs.

Mais malgré tout cela, certains continuent de mettre en doute l'engagement d'Ottawa envers le développement régional.

Permettez-moi d'y aller directement. Notre gouvernement a confiance dans le Canada atlantique et il appuie cette confiance avec des montants d'argent sans précédent. Donnons des faits.

Les dépenses fédérales pour le développement du Canada atlantique entre 1979 et 1984 ont représenté en moyenne 185 millions \$ par année.

De 1984 à 1989, avec notre gouvernement au pouvoir, ces dépenses ont grimpé de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 282 millions \$ par année.

Mais il y a encore plus important: c'est que d'ici à 1994, les dépenses fédérales pour le développement régional grimperont

encore une fois de plus de 50 pour cent pour représenter en moyenne 425 millions \$ par année.

Je sais que les dépenses pour cette année se situent dans les 500 millions de dollars. Et je reconnais que, pour des raisons de restrictions budgétaires, la période de financement a été portée de cinq ans à un peu moins de sept ans.

Les contraintes à court terme sur les budgets des agences régionales influenceront la mesure dans laquelle de nouveaux engagements financiers pourront être pris pour l'année prochaine. Et ces crédits pourraient ne pas combler les attentes régionales sur le court terme.

Mais il reste que le gouvernement a maintenu et même sensiblement accru les crédits qui seront affectés au développement régional dans les cinq prochaines années. Nous en sommes fiers.

Et nous ne nous excusons pas de demander que les programmes de développement régional portent leur part du fardeau à assumer pour contrôler notre déficit et la dette nationale. La raison en est simple.

Si nous ne réussissons pas à contrôler le déficit fédéral et que les moyens d'action du gouvernement fédéral sont davantage limités par d'énormes remboursements au titre du service de la dette, il y aura alors nécessairement bien moins d'argent à consacrer au développement régional et aux programmes sociaux qui sont si essentiels à notre bien-être collectif.

Et comme nous du Canada atlantique ne le savons que trop bien, nous serons les premiers à souffrir et les derniers à nous remettre d'une détérioration sensible de l'économie. La gestion financière responsable de notre gouvernement a contribué de façon essentielle à maintenir une économie dynamique et créatrice d'emplois.

Notre gouvernement a fait beaucoup pour garantir l'avenir économique du Canada atlantique.

Les accords sur l'énergie conclus avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse garantissent que nos populations recevront leur pleine part des avantages de la mise en valeur des ressources offshore.

Lorsque le nettoyage du port de Halifax a été proposé comme nécessité économique et environnementale, le gouvernement Mulroney était présent.

Lorsque Saint John Shipyards a tenté d'obtenir l'un des plus gros marchés jamais adjugés au Canada, le gouvernement Mulroney était présent.

Qu'est-ce que ces projets et d'autres initiatives ont en commun? Ils sont axés sur l'avenir du Canada atlantique, et non sur son passé. Contrairement à nos prédécesseurs, nous ne gaspillerons pas 500 millions \$ pour produire de l'eau lourde pour laquelle il n'y a pas de marché et pas de débouché prévisible. Nous ne traiterons pas le développement régional comme un drain.

Je connais vos préoccupations devant les changements au Plan d'action annoncé en mai.

Lors d'un réexamen des activités de l'Agence rendu nécessaire par la situation du déficit, nous avons découvert que les grands projets consommaient une part disproportionnée des ressources. Il a donc été décidé de nous concentrer davantage sur les petites et moyennes entreprises ... sur les entreprises comme celles dont les représentants m'ont accompagné à Boston et sur les sociétés qui doivent prospérer pour que le Canada atlantique se développe.

Il est malheureux que certaines propositions de projets plus importants soient restées dans la filière. Mais je voudrais vous rappeler que les grands projets continueront d'être admissibles à une aide sous la forme d'une bonification du taux d'intérêt et d'une assurance-prêt.

Il me faut aussi mentionner l'importance du Programme de coopération pour le Canada atlantique. Nous entendons nous inspirer des points forts et des réalisations des EDER qui l'ont précédé.

Nous avons modifié la précédente approche du financement quinquennal global selon laquelle tout était négocié la première année, tous les fonds étaient engagés dès le début et aucun nouvel arrangement n'était pris en compte pendant les cinq années qui suivaient.

Avec le nouveau programme, nous utiliserons le concept du fonds roulant selon lequel des ressources seront mises de côté chaque année et des négociations seront menées sur de nouveaux accords. Et je veux souligner que le niveau de financement du Programme de coopération sera comparable aux fonds précédemment alloués aux EDER.

Le gouvernement fédéral ne peut, à lui seul, régler les problèmes économiques du Canada atlantique. C'était la vieille façon de faire, qui n'a pas fonctionné. Nous, les Canadiens de la région atlantique, devons fournir l'énergie, les compétences et l'imagination nécessaires pour façonner notre propre avenir économique.

Nous, du Canada atlantique, ne pouvons pas non plus réussir si nous nous percevons comme isolés des développements nationaux et internationaux.

J'ai confiance qu'avec le temps le Canada atlantique s'intégrera davantage à l'économie nationale et qu'il renforcera sa compétitivité au plan international. Nous avons pour objectif de renforcer et de diversifier le Canada atlantique.

L'APECA, de par sa focalisation, sa souplesse et sa vocation régionale, est la meilleure agence de développement dont notre région puisse disposer à cette fin. Elle a tous les ingrédients du succès... le pouvoir, les ressources et l'indépendance.

Malgré les grands progrès économiques observés dans le Canada atlantique au cours des cinq dernières années, nous n'avons pas encore atteint la terre où coulent le lait et le miel. Et nous ne pourrions dire "assez" tant que chaque besoin légitime n'aura pas été comblé et que chaque possibilité réelle n'aura pas été saisie. Mais jamais auparavant un engagement aussi profond et important n'a été pris.

Il y a quelques semaines, mon collègue Elmer MacKay a tenu une consultation sur l'APECA à Wolfville. Un entrepreneur lui a dit: "Monsieur le Ministre, ne laissez pas faire ceux qui veulent détruire l'APECA." Je peux vous dire aujourd'hui qu'il n'y a aucune chance que cela se produise.

Nous nous sommes trop fermement engagés envers le concept de la prise de décisions locale. Nous nous sommes trop fermement engagés à promouvoir l'esprit d'entreprise. Et nous nous sommes trop fermement engagés envers la croissance et la prospérité futures du Canada atlantique pour que nous laissions cela se produire.